

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 21/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX

La Clarté - BP21
44410 Herbignac

Référence : N1-2025-1220-Rapport
Code AIOT : 0006303999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté La Faubretière 44690 La Haie-Fouassière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- La Faubretière 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006303999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Faubretière est une carrière de roches massives (gneiss et amphibolites) autorisée par arrêté préfectoral du 31/08/2009. L'arrêté préfectoral du 28/03/2022 autorise l'approfondissement de la carrière.

Après extraction des matériaux à l'explosif, les matériaux sont concassés, broyés et criblés par une installation de traitement d'une puissance de 1 676 kW.

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement partiel de l'excavation.

Les installations suivantes ont été contrôlées :

- Plateforme de déchargement dédiée aux déchets inertes ;

- Les lagunes de décantation et le point de rejet ;
- La zone au pied du front de carrière où il y a eu l'éboulement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constat

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 2-16	Demande de justificatif à l'exploitant	
2	Plan des zones de stockage de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 14-15	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Documents préalables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	
5	Contrôle visuel des apports de déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	
12	Quantité d'eau rejetée	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-6	Demande d'action corrective	
13	Registre des prélèvements d'eau d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-2	Demande d'action corrective	
15	Déclaration d'accident / incident	Code de l'environnement, article R512-69	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle des apports de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
6	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-12	Sans objet
7	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 9-7	Sans objet
8	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 7-8	Sans objet
9	Tableau de suivi des tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 10	Sans objet
10	Suivi des eaux de lixiviations des remblais	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 14-17	Sans objet
11	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Étude de stabilité rocheuse	Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 13-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra prendre en compte les remarques formulées sur le plan d'exploitation lors de l'élaboration du plan 2025. Il devra également intégrer les observations relatives au plan de stockage des déchets inertes extérieurs figurant sur le plan d'exploitation (voir point de contrôle n°2).

Concernant les apports de déchets inertes, les informations à renseigner par les producteurs de déchets devront être précisées sur les documents d'acceptation des déchets, notamment l'adresse exacte du chantier, comprenant le numéro de rue, les coordonnées GPS ou le numéro de la parcelle cadastrale.

L'exploitant devra veiller à la bonne formation du personnel, en particulier sur le contrôle visuel lors du déchargement des camions sur la plateforme.

Il devra transmettre l'ensemble des rapports de suivi environnemental 2025, incluant les rapports de bruit, de retombées de poussières, de suivi des rejets d'eau, ainsi que ceux relatifs au suivi des eaux souterraines.

Des compteurs devront être installés afin de mesurer précisément les volumes d'eau prélevés et rejetés par la carrière.

Enfin, l'exploitant devra transmettre deux rapports d'accident relatifs aux événements d'éboulement et d'écoulement survenus à la fin de l'année 2024 sur la carrière.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit réaliser l'étude de ses pratiques de minage avant 2027, conformément à l'article 13 de l'arrêté préfectoral de 2022.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 2-16
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des plans à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000 ème , orientés. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière. Ces plans comprennent un maillage selon le système Lambert et doivent indiquer :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines, - les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection, - les bords de la fouille, - l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires), - les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs, - la position des dispositifs de clôture, - les zones décapées,

<ul style="list-style-type: none"> - les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles, - les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée, - les zones remblayées, - les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée, - l'emplacement du point de rejet des eaux dans le milieu naturel, - l'emplacement des bassins de décantation, des lagunes, des plans d'eau, - l'emplacement du ruisseau de la Brillaudière (partie amont, partie aval déviée, ancienne partie aval) et de la Sèvre Nantaise, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes qui mènent à la carrière et au fond de fouille <p>Ces plans doivent être mis à jour au moins une fois par an et au moment de la notification de cessation d'activité. Un exemplaire doit être transmis à l'inspection des installations classées avec la déclaration de production prévue à l'article 2-19.</p> <p>Différents plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle. Les plans sont établis par un géomètre expert avant le passage à une nouvelle phase d'exploitation et au moment de la notification de cessation d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail, un plan topographique daté de 2024 au format numérique. Ce plan appelle plusieurs remarques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan ne comporte pas de légende précisant les limites de l'autorisation. Certaines zones de la carrière présentent par ailleurs des fronts situés à moins de 10 mètres du périmètre autorisé, conformément à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009. Les bords des fronts sont peu lisibles et ne permettent pas de visualiser facilement les zones concernées. • Les emplacements des points de rejet ne sont pas indiqués ; • Les piézomètres ne figurent pas sur le plan ; • Aucune mention n'est faite du ruisseau de la Brillaudière.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan topographique 2025 doit être mis à jour en intégrant les informations manquantes et en améliorant la lisibilité. Il pourra être transmis au format numérique chaque année et, à la demande de l'inspection des installations classées, au format papier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N°2 : Plan des zones de stockage de déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 14-15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan des zones remblayées. Ce plan doit permettre d'identifier les zones où sont entreposés les différents types déchets inertes admissibles. Ce plan est coté en plan et en altitude et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier électronique, le plan de 2024, dans lequel les zones de stockage de déchets inertes sont directement intégrées au plan d'exploitation de la carrière. Sur ce plan, les zones remblayées apparaissent en couleur bleue. Aucun lien direct n'est établi entre le</p>

registre des déchets acceptés et le plan, ce qui ne permet pas de déterminer l'emplacement exact de chaque déchet mis en remblai. Seules les zones remblayées sont identifiables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit améliorer la lisibilité des zones de stockage des déchets inertes, qui sont actuellement intégrées au plan d'exploitation. Il est recommandé d'utiliser une couleur plus vive, éventuellement accompagnée d'un carroyage afin de faciliter leur lecture et leur distinction. Ces remarques doivent être intégrées dans le plan d'exploitation 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°3 : Contrôle des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant, en amont de l'inspection, de transmettre la nouvelle procédure d'acceptation des déchets extérieurs. En effet, lors d'un précédent échange avec l'exploitant en avril 2025, celui-ci avait indiqué qu'une nouvelle procédure était en cours d'élaboration. L'extranet associé, développé en interne par l'entreprise Charier CM, devait être opérationnel au cours du deuxième semestre 2025. Il a été constaté lors de l'inspection que cette nouvelle procédure est désormais mise en place et effective. Aucune remarque n'est à formuler concernant cette nouvelle procédure d'acceptation.</p> <p>L'extranet n'est pas encore déployé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Documents préalables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Lors de l'inspection, le registre des apports de déchets extérieurs a été consulté au niveau du pont-bascule, ainsi que le classeur regroupant l'ensemble des documents d'acceptation préalable (DAP). Il a été constaté que la DAP mise en place manque de précision concernant l'identification des chantiers. En effet, il a été observé que les documents d'acceptation ne comportaient pas toujours l'adresse exacte du chantier ; par exemple, seule la rue est indiquée sur le fichier, sans le numéro. Il n'est donc pas possible de déterminer avec exactitude l'adresse précise d'origine du déchet. Par défaut, le logiciel de la bascule attribue alors les coordonnées GPS correspondant au milieu de la rue lorsqu'aucun numéro n'est renseigné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que les documents d'acceptation préalable des déchets mentionnent les coordonnées exactes du chantier (adresse complète avec numéro, ou à défaut les points GPS ou le numéro parcellaire), afin d'assurer une identification claire et précise de la localisation du site d'origine des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°5 : Contrôle visuel des apports de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes extérieurs

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées s'est rendue sur la plateforme de stockage des apports de déchets inertes. Le personnel en charge de cette gestion était présent et a

<p>pu présenter la procédure de déchargement des camions. Il a été constaté la présence d'éléments non conformes, tels que de la mousse, des enrobés ou encore des plastiques, en faible quantité dans les stocks. Par ailleurs, la personne présente sur le site a indiqué ne pas avoir suivi de formation spécifique à ce sujet. Elle connaissait globalement les types de déchets acceptables et la procédure à suivre (rappel des camions, retrait des indésirables), mais sans en maîtriser les détails.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que son personnel soit formé et compétent pour assurer un contrôle visuel efficace, permettant de distinguer clairement les déchets acceptables de ceux non conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N°6 : Suivi des eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres visés à l'article 6-6, doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau du point de rejet dans le ruisseau de la Brillaudière.</p> <p>La fréquence doit être mensuelle si les valeurs fixées ci-dessus sont dépassées et jusqu'au retour à des valeurs conformes. En cas de dépassement, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier.</p> <p>En cas de dépassement important susceptible d'entraîner une pollution des eaux, l'exploitant doit arrêter les rejets dans le milieu naturel et doit appliquer les dispositions des articles 1-6 et 6-10 du présent arrêté.</p> <p>Les résultats doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Les prélèvements d'eaux, les analyses et les frais associés qui peuvent être demandés par l'inspection des installations classées sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 30/10/2025 par mail, les résultats des analyses des eaux de rejets réalisées par Geoscop en 2024 et au premier semestre 2025. Il n'a pas pu fournir le rapport complet, car le rapport de suivi environnemental 2025 complet sera disponible en mars 2026.</p> <p>En octobre 2024, les analyses ont révélé un dépassement de la valeur limite en MES, avec une concentration de 42 mg/L pour une limite fixée à 35 mg/L. La concentration en MES a ensuite été mesurée en avril 2025 à 23 mg/L, inférieure à la limite réglementaire.</p> <p>La DREAL n'a toutefois pas été informée de ce dépassement ni des mesures correctives envisagées. L'exploitant explique ce dépassement par une forte pluviométrie.</p> <p>De plus, les mesures auraient dû être réalisées mensuellement en cas de dépassement, et ce, jusqu'au rétablissement de valeurs conformes. Or, l'analyse suivante n'a été effectuée que six mois plus tard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant doit en informer la DREAL. Il doit ensuite engager des mesures mensuelles jusqu'au rétablissement de valeurs conformes, identifier et justifier les causes du dépassement, puis présenter un plan d'actions correctif détaillant les mesures mises en œuvre pour y remédier. Il est également demandé à l'exploitant de contrôler si le volume des bassins de décantation est suffisant et, le cas échéant, procéder soit à leur curage, soit à leur agrandissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°7 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 9-7
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé au moins une fois par an, avec au moins une mesure pendant les périodes de concassage, par un organisme compétent et indépendant.</p> <p>Le contrôle doit être effectué tous les mois si les limites fixées à l'article 9-2 sont dépassées en au moins un point de mesure, et tant qu'elles sont dépassées, au moins une fois par an dans les autres cas. En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.</p> <p>Les mesures des niveaux sonores doivent établir l'émergence induite par l'activité (hors tirs de mines) au minimum aux neuf points de contrôle B1 à B9 répertoriés sur le plan qui figure entre les pages 3 et 4 du dossier du 11 mars 2008 :</p> <ul style="list-style-type: none">- B1 - La Bourchinière- B2 - Port de la Ramée- B3 - La Ville Henri- B4 - Limite site (entrée)- B5 - La Ramée (Vertou)- B6 - La Ramée (Saint Fiacre)- B7 - Sainte Germaine- B8 - La Roulerie- B9 - La Faubretière <p>Des mesures sont effectuées pendant les opérations de foration lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées situées au nord de la carrière. Un point de mesure supplémentaire est alors ajouté près de ces habitations.</p>
Constats : <p>Il a été demandé à l'exploitant de transmettre son dernier rapport de mesures de bruit. Celui-ci a transmis en amont de l'inspection, par courrier électronique en date du 30 octobre 2025, les résultats de la dernière campagne de mesure de bruit réalisée le 27 juin 2025 . L'exploitant n'a pas communiqué le rapport complet, car le compte rendu des suivis des paramètres environnementaux ne sera disponible qu'en mars 2026 (voir point de contrôle n°5). Aucun élément n'a été fourni concernant la configuration du site ni les activités en cours au moment des mesures. Seuls les résultats ont été communiqués, lesquels ne présentent aucun dépassement des seuils réglementaires. L'exploitant a indiqué que les mesures de bruit ont été réalisées selon la méthode d'expertise.</p> <p>Une attention particulière est portée sur le point B2, Port de la Ramée (Vertou). L'émergence y avait été mesuré à 1 dB en B2 en 2024, tandis qu'en 2025 le niveau sonore mesuré atteint 5 dB d'émergence, soit la limite du seuil réglementaire. Les conditions météorologiques étaient défavorables à la propagation du son, ce qui laisse peu de marge de manœuvre en cas d'augmentation de l'activité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre le rapport complet des mesures de bruit de 2025 dès sa réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 7-8
--

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder au minimum annuellement, par un organisme agréé, à une mesure des retombées de poussières dans la carrière et au voisinage. Les résultats sont archivés et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à la fin de l'autorisation.</p> <p>Les valeurs manifestement anormales des résultats de mesure des retombées de poussières (résultats supérieurs à 30 g/m²/mois) sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec des explications sur les causes des dépassements et sur les dispositions envisagées pour éviter qu'ils ne se reproduisent.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, de nouvelles mesures sont effectuées mensuellement, tant que les dépassements subsistent. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le réseau de mesure des retombées de poussières comprend au moins les quatre points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P1 - entrée de la carrière, - P2 - piste des dumpers à l'est, - P3 - limite nord de la carrière. - P4 - limite ouest, près des installations de traitement.
<p>Constats :</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de mesures des retombées de poussières. Celui-ci a communiqué uniquement les résultats par mail, précisant que le rapport complet du suivi environnemental 2025 sera disponible en mars 2026. L'objectif de 500 mg/m²/j est respecté, la valeur la plus élevée enregistrée étant de 85 mg/m²/j. Aucun résultat n'a été fourni pour le point B4 au deuxième semestre, le dispositif de mesure ayant été retrouvé à terre. L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport complet dès sa réception.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport complet des mesures du suivi des retombées de poussières 2025 dès sa disponibilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Tableau de suivi des tirs de mine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des tirs de mines, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur, sur 50 tirs consécutifs, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 125 décibels linéaires dans tous les cas, • 118 décibels linéaires dans 80 % des cas. <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les habitations avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Sur 50 tirs consécutifs, les vitesses particulières pondérées enregistrées doivent être inférieures ou égales à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 mm/s dans tous les cas, • 1 mm/s dans 92 % des cas.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique le tableau de suivi des tirs de mines réalisés en 2025. Quatre tirs ont été effectués au total, et les valeurs de vibration solidienne et de surpression acoustique respectent les limites réglementaires. Le dernier tir a été réalisé le mercredi</p>

12 novembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Suivi des eaux de lixiviations des remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 14-17

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant implante au fur et à mesure des opérations de remblaiement un système (puits constitué de buses crépinées) qui permet de drainer, en un point bas, l'eau de lixiviation des remblais. Les eaux ainsi drainées sont prélevées et analysées chaque semestre.

Deux piézomètres (amont... - aval...) sont installés avant toute opération de remblaiement avec des déchets inertes. Les eaux des piézomètres sont prélevées chaque semestre. La fréquence doit être mensuelle si les résultats sont manifestement anormaux. Dans ce cas, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente ses explications.

Les valeurs suivantes sont analysées :

- pH
- métaux lourds,
- température,
- hydrocarbures,
- conductivité,
- chlorures,
- sulfates,
- nitrates,
- ammonium.

Le niveau piézométrique doit être relevé.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en avril et novembre 2024, ainsi qu'en avril 2025. L'analyse de novembre 2025 n'a pas encore été effectuée. Les résultats présentés n'appellent pas de remarque particulière.

L'exploitant n'a pas pu transmettre le rapport complet, celui-ci étant attendu en mars 2026. Il s'est engagé à le transmettre à l'inspection dès que possible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport complet dès sa réception. Celui-ci devra comporter une interprétation des résultats ainsi qu'une analyse des variations dans le temps, permettant de visualiser et de commenter les tendances éventuellement observées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les eaux souterraines sont prélevées au moins une fois par an dans les piézomètres Pz1 (limite ouest), Pz2 (limite nord-est), Pz3 (limite sud-est), Pz4 (limite nord), et dans les puits P1 (La Faubretière) et P2 (La Faubretière). Les valeurs suivantes sont analysées :

<ul style="list-style-type: none"> - pH - température - hydrocarbures - conductivité - chlorures - sulfates - nitrates - ammonium. <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation. Toutefois, les valeurs manifestement anormales des paramètres fixés ci-dessus sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec ses explications.</p> <p>Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement par le suivi des piézomètres Pz1 à Pz4 et des puits P1 et P2.</p> <p>Toutes dispositions techniques et financières pour réparer un éventuel préjudice dû aux travaux d'exploitation doivent être prises par l'exploitant</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en avril et novembre 2024, ainsi qu'en avril 2025. L'analyse de novembre 2025 n'a pas encore été effectuée. Les résultats présentés n'appellent pas de remarque particulière.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu transmettre le rapport complet, celui-ci étant attendu en mars 2026. Il s'est engagé à le transmettre à l'inspection dès que possible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport complet dès sa réception. Celui-ci devra comporter une interprétation des résultats ainsi qu'une analyse des variations dans le temps, permettant de visualiser et de commenter les tendances éventuellement observées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°12 : Quantité d'eau rejetée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La quantité d'eau rejetée dans le milieu naturel doit être mesurée chaque mois ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le milieu naturel.</p> <p>Les rejets doivent s'effectuer à travers des canaux qui permettent la mesure du débit. Chaque émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement. Les pompes de rejet doivent être équipées de compteurs totalisateurs de débit. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées s'est rendue au niveau du point de rejet. Le dispositif de rejet n'est pas équipé d'un compteur permettant de mesurer précisément le volume des eaux rejetées. L'exploitant estime ce volume en se basant sur les horaires de fonctionnement de la pompe et sur son débit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'évaluation du volume d'eaux prélevées à partir du nombre d'heures de fonctionnement de la pompe manque de précision car le débit réel est généralement inférieur au débit nominal de la pompe.</p>

L'exploitant doit faire installer un compteur totalisateur de débit sur le dispositif de rejet, permettant d'enregistrer directement le volume réel d'eau rejetée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°13 : Registre des prélèvements d'eau d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 6-2

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Prescription contrôlée :

[...] Les installations de prélèvement d'eaux d'exhaure doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dispositif de prélèvement des eaux d'exhaure n'était pas équipé de dispositif de mesure totalisateurs permettant de déterminer précisément la quantité d'eau prélevée. Il estime ce volume à partir des horaires de fonctionnement de la pompe et de son débit nominal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit installer des dispositifs de mesure totalisateurs permettant de mesurer précisément la quantité d'eau prélevée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°14 : Étude de stabilité rocheuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2009, article 13-8

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité rocheuse

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une société spécialisée, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses propositions et avec ses conclusions.

Une étude des instabilités rocheuses est également effectuée au moment de la notification de remise en état des lieux et transmise à la préfecture et à l'inspection des installations classées

Constats :

En 2024, lors d'un épisode de fortes pluies, un éboulement s'est produit sur la paroi Est, entraînant une chute de matériaux dans le ruisseau dévié au pied de la paroi et une montée du niveau des eaux du ruisseau. L'exploitant a indiqué qu'environ 90 % des matériaux présents dans le ruisseau ont été retirés. Il subsiste toutefois des rochers en surplomb susceptibles de s'écrouler ; l'exploitant prévoit prochainement de purger cette zone et d'évacuer le reste des matériaux dans le ruisseau.

Ces événements de fortes pluies ont également conduit au glissement d'un tas de matériaux sur le chemin de randonnée au sud de la carrière. L'exploitant a indiqué que la totalité des sables déposés sur le chemin a été retirée, et les pentes de stockage des matériaux ont été remodelées.

Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre la dernière étude de stabilité rocheuse.

L'exploitant a transmis par mail la dernière étude, datant de 2021. Cette étude a été menée dans le cadre d'une demande d'extension et d'approfondissement de la carrière. La prochaine étude est prévue pour 2026 et devrait être réalisée d'ici la fin de l'année par la société Oolite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la prochaine étude de stabilité rocheuse, qui devra tenir compte des épisodes d'éboulement et de glissement survenus en 2024, ainsi que des mesures correctives qui ont été mises en œuvre ou qui sont prévues sur le site. L'étude devra comporter une analyse de la stabilité des remblais, des stocks de matériaux et du front concerné par les éboulements.

Type de suites proposées : Sans suite

N°15 : Déclaration d'accident / incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite aux deux incidents survenus, détaillés au point de contrôle numéro 14, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées et n'a adressé aucun rapport d'accident conformément aux obligations réglementaires. Ces incidents, qui présentent un risque pour l'environnement et la sécurité, auraient dû faire l'objet d'une déclaration immédiate et d'un rapport détaillé précisant notamment les circonstances, les causes, les effets sur l'environnement et les personnes, ainsi que les mesures d'urgence et correctives mises en œuvre ou envisagées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux deux incidents survenus sur le site, à savoir l'éboulement sur la paroi Est dans le ruisseau et le glissement de matériaux sur le chemin de randonnée, l'exploitant doit adresser un rapport distinct pour chacun de ces événements à l'inspection des installations classées. Chaque rapport devra préciser les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses éventuellement impliquées, les effets sur les personnes et sur l'environnement, les mesures d'urgence mises en œuvre, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter la récurrence et pour en limiter les effets à moyen ou long terme.

Si une enquête plus approfondie venait à révéler de nouveaux éléments, l'exploitant devra mettre à jour les informations transmises et adresser ces compléments au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Il est également attendu qu'il transmette le CERFA du BARPI complété pour chacun des incidents.

La déclaration peut être faite en ligne sur

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective